



PREFECTURE DORDOGNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SPECIAL N ° 2 - JANVIER 2015

SOMMAIRE

Administration territoriale de la Dordogne

Direction Départementale des Finances Publiques

Arrêté N °2015005-0008 - Arrêté n °2015005-0008 du 5 janvier 2015 portant délégation de signature accordée par le Comptable, responsable du Service des Impôts des Entreprises de Périgueux à ses collaborateurs en matière de contentieux et de gracieux fiscal. 1

Direction Départementale des Territoires

Arrêté N °2015010-0001 - Arrêté de la Direction Départementale des Territoires portant subdélégation de signature 5

Préfecture

Arrêté N °2015006-0012 - Arrêté fixant la répartition des sièges au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la préfecture de la Dordogne. 12

Administration territoriale de l'Aquitaine

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP)

Arrêté N °2015005-0009 - Décision portant délégation de signature du directeur du centre de détention de Neuvic 15



PREFECTURE DORDOGNE

Arrêté n °2015005-0008

signé par
DDFIP - le Comptable, responsable du service

le 05 Janvier 2015

Administration territoriale de la Dordogne
Direction Départementale des Finances Publiques

Arrêté n °2015005-0008 du 5 janvier 2015 portant délégation de signature accordée par le Comptable, responsable du Service des Impôts des Entreprises de Périgueux à ses collaborateurs en matière de contentieux et de gracieux fiscal.

Arrêté portant délégation de signature

Le Comptable, responsable du Service des Impôts des Entreprises de PÉRIGUEUX ;

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

ARRETE

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à :

- Nathalie SUBRENAT, inspectrice,
- Stéphane MEDOUT, inspecteur,
- Frédéric VERDAL, inspecteur,

en fonction au service des impôts des entreprises de Périgueux, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 8 mois et porter sur une somme supérieure à 60 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

| Prénom et Nom des agents | Grade | Limite des décisions contentieuses | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| Carine TOMAS | Inspectrice des finances publiques | 15 000 € | 15 000 € | 6 mois | 15 000 € |
| Monique JAMMES | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Valérie COUTURIER | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Florence LAFON | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Josiane DROAL | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Sandrine DUBREUILH | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Marie-Hélène SIBILEAU | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Florence BLAQUIERE | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |

| Prénom et Nom des agents | Grade | Limite des décisions contentieuses | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| Olivier DARRIN | Contrôleur des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Brigitte MAINE | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Dominique LAROCHE | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Gisèle PIGNOT | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Brigitte ROUVERON | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Patricia REDONNET | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Patrizia HENRY | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Bertrand FOULQUIER | Contrôleur des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | 6 mois | 10 000 € |
| Danièle BRU | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | | |
| Françoise ROBERT | Contrôleuse des finances publiques | 10 000 € | 10 000 € | | |

Article 3

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2014363-0004 du 29 décembre 2014 .

Article 4

Le présent arrêté prend effet le 5 janvier 2015 et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne.

A Périgueux , le 5 janvier 2015

Le Comptable,
Responsable du Service des Impôts des Entreprises de PÉRIGUEUX



François NEYRET



PREFECTURE DORDOGNE

Arrêté n °2015010-0001

**signé par
le préfet**

le 10 Janvier 2015

**Administration territoriale de la Dordogne
Direction Départementale des Territoires
Secrétariat**

Arrêté de la Direction Départementale des
Territoires portant subdélégation de signature



DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Arrêté de la direction départementale des territoires portant subdélégation de signature

Le Préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Le préfet de la Dordogne

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment l'article 34 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements, modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la circulaire n° 00159 du 5 mars 2008 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales, modifiant le régime de la délégation de signature ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 22 décembre 2014 portant nomination de M. Didier KHOLLER, directeur départemental des territoires de la Dordogne, à compter du 01 janvier 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015 009-0003 du 9 janvier 2015 donnant délégation de signature à M. Didier, KHOLLER directeur départemental des territoires de la Dordogne,

Sur proposition de M. Didier KHOLLER, directeur départemental des territoires de la Dordogne ;

Arrête

Article 1^{er} – En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2015 009-0003 du 9 janvier 2015, subdélégation est donnée à :

M Philippe PORTE, directeur-adjoint de la direction départementale des territoires

à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, l'ensemble des actes administratifs visés aux articles 1, 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n° 2015 009 - 0003 du 9 janvier 2015 susvisé.

Article 2 – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Porte, subdélégation est donnée aux chefs de services, chefs de pôles ou chefs d'unités à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions respectives, les décisions précisées dans le tableau ci-après :

| Nom - Prénom | Fonction | Domaine d'intervention | Articles de référence de l'arrêté -n° 2014301 0001 du 28 octobre 2014 |
|---------------------|---|--|--|
| Nicole LAUMON | Secrétaire générale | - Administration générale - Équipement des lycées | Article 1er-I Article 1er-VI-3 |
| Hélène de SALENEUVE | SG – chef de pôle | - Gestion du personnel | Article 1er-I-1 |
| Chantal LOUPROU | SG – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Gestion budget logistique - Équipement des lycées liquidation et constatation de la dépense | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-4 Article 1er-VI-3 |
| Lynda BOUSSAA | SG – adjoint chef de pôle GFL | - Administration générale (congés) - Gestion budget logistique - Équipement des lycées liquidation de la dépense | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-4 Article 1er-VI-3 |
| | SETAF – chef de service | - Administration générale (congés) - Engagement des dépenses - Agriculture-forêt | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-4 Article 1er-II- 4,5 et 6 |
| Danièle LALOI | SETAF – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Forêt (hors décision concernant les contrôles) - DOCUP-FEOGA-FEADER (hors décision concernant les contrôles) | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-II- 5 Article 1er-II- 6 |
| Émilie LAGRANGE | SETAF – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Production et Structures agricoles (hors décision concernant les contrôles) - DOCUP-FEOGA-FEADER (hors décision concernant les contrôles) | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-II-4 Article 1er II-6 |
| Geneviève PRADES | SETAF – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Production et Structures agricoles (hors décision concernant les contrôles) - DOCUP-FEOGA-FEADER (hors décision concernant les contrôles) | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-II-4 Article 1er-II- 6 |
| Céline DELRIEUX | SCAT – chef de service | - Administration générale (congés) - Engagement des dépenses - Agriculture et forêt (aménagement foncier) - Défrichement - Circulation et éducation routière - Équipement des collectivités territoriales-divers (hors politique technique de l'habitat et de la construction) - Défense - Publicité (hors autorisation et remarques sur déclaration) | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-4 Article 1er-II-1 Article 1er-II-5-a Article 1er-III Article 1er-VI (hors §1du VI-1) Article 1er-VIII Article 1er-IV-14 |
| André PERRIER | SCAT – adjoint chef de service | - Administration générale (congés) - Engagement des dépenses - Agriculture et forêt (aménagement foncier) - Défrichement - Circulation et éducation routière - Équipement des collectivités territoriales-divers (hors politique technique de l'habitat et de la construction) - Défense - Publicité (hors autorisation et remarques sur déclaration) | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-4 Article 1er-II-1 Article 1er-II-5-a Article 1er-III Article 1er-VI (hors §1du VI-1) Article 1er-VIII Article 1er-IV-14 |
| Nathalie FOURNIER | SCAT – gestion de crise | - Circulation et éducation routière - Défense | Article 1er-III Article 1er-VIII |
| jacques PHELIP | SCAT – chef de cellule et coordonnateur de pôle | - Équipement des collectivités territoriales-divers (hors politique technique de l'habitat et de la construction) | Article 1er-VI (hors §1du VI-1) |
| Dominique LEVEQUE | SCAT – chef de cellule et coordonnateur de pôle | - Administration générale (congés) | Article 1er-I-1 (congés) |

| | | | |
|--------------------|---|--|--|
| Thierry JULLIEN | SCAT – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Défrichement | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-II-5-a |
| Philippe FAUCHET | SEER – chef de service | - Administration générale (congés) - Engagement des dépenses - Travaux des collectivités - Eau - environnement - domaine fluvial - MISEN | Article 1er-I (congés) Article 1er-I-4 Article 1er-II-2 et 3 Article 1er – IV Article 2 |
| Alain LAUMON | SEER – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Police de l'eau et des milieux aquatiques - Police des eaux non domaniales - Pêche | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-IV-4 Article 1er-IV-5 Article 1er-IV-6 |
| Danièle VIALATTE | SEER – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Gestion et conservation du DPF - Police de la navigation | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-IV-1 Article 1er-IV-3 |
| Éric FEDRIGO | SEER – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Pêche - Chasse - Contrats Natura 2000 - Exposition et naturalisation animaux - Préservation de l'environnement - Agrément des gardes particuliers | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-IV-6 Article 1er-IV-7 Article 1er -IV-9 Article 1er-IV-10 Article 1er-IV-11 Article 1er-IV-12 |
| Serge SOLEILHAVOUP | SUHC – chef de service | - Administration générale (congés) - Contentieux - Engagement des dépenses - Passation des marchés publics - Habitat et urbanisme - Équipement des collectivités territoriales - Travaux dans les lycées | Article 1er-I -1(congés) Article 1er-I-3 Article 1er-I-4 Article 1er-I-5 Article 1er-V Article 1er-VI-1 Article1er-VI-3 |
| Yves LEROY | SUHC – adjoint chef de service, chef de pôle et chef de cellule | - Administration générale (congés) - Contentieux - Engagement des dépenses - Passation des marchés publics - Habitat et urbanisme - Équipement des collectivités territoriales - Travaux dans les lycées | Article 1er-I -1(congés) Article 1er-I-3 Article 1er-I-4 Article 1er-I-5 Article 1er-V Article 1er-VI-1 Article1er-VI-3 |
| Brigitte BODEAU | SUHC – adjoint chef de service et chef de pôle | - Administration générale (congés) - Contentieux - Engagement des dépenses - Passation des marchés publics - Habitat et urbanisme - Équipement des collectivités territoriales - Travaux dans les lycées | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-3 Article 1er-I-4 Article 1er-I-5 Article 1er-V Article 1er-VI-1 Article1er-VI-3 |
| Laurent BOUSCARY | SUHC – adjoint chef de pôle | - Administration générale (congés) - Habitat | Article 1er-I-1 (congés) Article1er-V-1 |
| Martine CONANGLE | SUHC – adjoint chef de pôle | - Administration générale (congés) - Habitat | Article 1er-I-1 (congés) Article1er-V-1 |
| Valérie BOUSQUET | SUHC – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Autorisations d'occupation des sols : actes, autorisations et certificats - Infraction au code de l'urbanisme - Archéologie préventive | Article 1er-I-1 (congés) Article1er-V-2-1 Article 1er V-2-2 Article 1er-V-4 |
| Philippe LAGORCE | SUHC – chef de cellule | - Administration générale (congés) - Autorisations d'occupation des sols : actes, autorisations et certificats | Article 1er-I-1 (congés) Article1er-V-2-1 |
| Joëlle DRAPEYROUX | SUHC – chef de cellule | - Administration générale (congés) - Infraction au code de l'urbanisme - Archéologie préventive | Article 1er-I-1 (congés) Article1er-V-2-2 Article 1er-V-4 |
| Paulette DOYOTTE | SUHC – chef de cellule | - Administration générale (congés) | Article 1er-I-1 (congés) |
| Pascale BOST | SUHC – chef de cellule | - Administration générale (congés) | Article 1er-I-1 (congés) |
| Marie Paule OBER | SUHC, chargée de mission | - Administration générale (congés) - Contentieux - Infraction au code de l'urbanisme | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-3 Article1er-V-2-2 |

| | | | |
|----------------------|---|---|---|
| Arnaud BIDART | SUHC – chef de pôle | - Administration générale (conгés) - Passation des marchés publics - Habitat construction et indigne - Lutte contre la présence de plomb Accessibilité aux personnes handicapées | Article 1er-I-1 (conгés) Article 1er-1-5 Article 1er-V-1-7 et 8 Article 1er-V-5 Article 1er-V-6 |
| Daniel SICRE | SUHC -chargé de mission accessibilité | - Accessibilité aux personnes handicapées | Article 1er-V-6 |
| Christine Corgnac | SUHC -chargé de mission accessibilité | - Accessibilité aux personnes handicapées | Article 1er-V-6 |
| Brigitte BAZINGETTE | SUHC -chargée de mission lutte contre l'habitat indigne | - Habitat indigne | Article 1er-V-1-8 |
| Monique MOUNEYDIER | STPN – Chef de service | - Administration générale (conгés) - Engagement des dépenses - Habitat et construction - Autorisations d'occupation des sols : actes, autorisations et certificats - Planification : POS et PLU - Équipement des collectivités territoriales | Article 1er-I-1 (conгés) Article 1er-I-4 Article 1er-V-1.7 Article 1er-V-2-1 Article 1er-V-2-3 Article 1er-VI-1 |
| Gérard GRANIYOU | STPN – chef de pôle | - Administration générale (conгés) - Habitat et construction - Autorisations d'occupation des sols : actes, autorisations et certificats - Planification : POS et PLU - Équipement des collectivités territoriales | Article 1er-I-1 (conгés) Article 1er-V-1.7 Article 1er-V-2-1 Article 1er-V-2-3-c Article 1er-VI-1 |
| Serge SOULIGNAC | STPN – chargé de mission planification | - Administration générale (conгés) - Habitat et construction Autorisations d'occupation des sols : actes, autorisations et certificats - Planification : POS et PLU - Équipement des collectivités territoriales | Article 1er-I-1 (conгés) Article 1er-V-1.7 Article 1er-V-2-1 Article 1er-V-2-3-c Article 1er-VI-1 |
| Jacques PHELIP | STPV – chef de service | - Administration générale (conгés) - Engagement des dépenses - Habitat et construction - Planification : POS et PLU - Équipement des collectivités territoriales | Article 1er-I-1 (conгés) Article 1er-I-4 Article 1er-V-1.7 Article 1er-V-2-3 Article 1er-VI-1 |
| Cécile BOST | STPV – chef de pôle | - Administration générale (conгés) - Habitat et construction - Planification : POS et PLU - Équipement des collectivités territoriales | Article 1er-I-1 (conгés) Article 1er-V-1.7 Article 1er-V-2-3-c Article 1er-VI-1 |
| Michel CHABOT-VALLEE | STPV – chargé de mission planification | - Administration générale (conгés) - Habitat et construction - Planification: POS et PLU - Équipement des collectivités territoriales | Article 1er-I-1 (conгés) Article 1er-V-1.7 Article 1er-V-2-3-c Article 1er-VI-1 |
| Philippe PERPEROT | STB – chef de service | - Administration générale (conгés) - Engagement des dépenses - Habitat et construction - Autorisations d'occupation des sols : actes, autorisations et certificats - Planification : POS et PLU - Équipement des collectivités territoriales - Stockage des déchets inertes | Article 1er-I-1 (conгés) Article 1er-I-4 Article 1er-V-1.7 Article 1er-V-2-1 Article 1er-V-2-3 Article 1er-VI-1 Article 1er-IV-13 |
| Emilio SARRAT | STB – chef de pôle | - Administration générale (conгés) - Engagement des dépenses - Habitat et construction - Planification : POS et PLU - Équipement des collectivités territoriales | Article 1er-I-1 (conгés) Article 1er-I-4 Article 1er-V-1.7 Article 1er-V-2-3-c Article 1er-VI-1 |
| Josette COUDERC | STB – chef de pôle | - Administration générale (conгés) - Engagement des dépenses - Habitat et construction - Autorisations d'occupation des sols : | Article 1er-I-1 (conгés) Article 1er-I-4 Article 1er-V-1.7 Article 1er-V-2-1 |

| | | | |
|-------------------|--------------------------------|--|--|
| | | actes, autorisations et certificats - Équipement des collectivités territoriales | Article 1er-VI-1 |
| Chantal LEFEVRE | STB – chargé de mission | - Stockage des déchets inertes | Article 1er-IV-13 |
| Erwan QUILLIEN | STVI – chef de service | - Administration générale (congés) - Engagement des dépenses - Habitat et construction - Planification : POS et PLU - Équipement des collectivités territoriales | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-4 Article 1er- V-1.7 Article 1er-V-2-3 Article 1er-VI-1 |
| Christine GATAULT | STVI – Adjoint chef de service | - Administration générale (congés) - Habitat et construction - Planification : POS et PLU - Équipement des collectivités territoriales | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er- V-1.7 Article 1er-V-2-3-c Article 1er-VI-1 |
| Jean-Marc MEZZANO | SUHC – chef de cellule | - Administration générale (congés) - Habitat et construction - Autorisations d'occupation des sols: actes, autorisations et certificats | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er- V-1.7 Article 1er-V-2-1 |

Article 3 – subdélégation est donnée aux cadres ci-dessous chargés de la permanence à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions respectives, les décisions précisées dans le tableau ci-dessous:

| Nom - Prénom | Fonction | Domaine d'intervention | Articles de référence de l'arrêté n°2014010-0002 du 10 janvier 2014 |
|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---|
| Nicole LAUMON | Secrétaire générale | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Claudine SOLEILHAVOUP | Direction – conseiller de gestion | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Hélène DE SALENEUVE | Adjoint SG – chef de pôle RH | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| | SETAF – chef de service | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Danièle LALOI | SETAF – chef de pôle | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Geneviève PRADES | SETAF – chef de pôle | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Céline DELRIEUX | SCAT – chef de service- | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| André PERRIER | SCAT – adjoint chef de service | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Nathalie FOURNIER | SCAT – gestion de crise | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Paulette DOYOTTE | SUHC – chef de cellule | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Philippe FAUCHET | SEER – chef de service | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Alain LAUMON | SEER – chef de pôle | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Danièle VIALATTE | SEER – chef de pôle | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Éric FEDRIGO | SEER – chef de pôle | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Anne CHUNIAUD | SEER – chargé d'étude | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Sophie MIQUEL | SEER – chargée d'étude | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Serge SOLEILHAVOUP | SUHC – chef de service | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Yves LE ROY | SUHC – chef de service adjoint | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Brigitte BODEAU | SUHC – chef de service adjoint | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Laurent BOUSCARY | SUHC – adjoint-chef de pôle | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Arnaud BIDART | SUHC – chef de pôle | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Philippe PERPEROT | STB – chef de service | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Jacques PHELIP | STPV – chef de service | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |
| Erwan QUILLIEN | STVI – chef de service | Circulation et éducation routière | Article 1er-III-1 et 2 |

Article 4 – L'arrêté du directeur départemental des territoires par intérim du 5 décembre 2014 portant subdélégation de signature est abrogé.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne.

Fait à Périgueux, le 10 janvier 2015
Pour le préfet et par délégation
le directeur départemental des territoires



Didier KHOLLER



PREFECTURE DORDOGNE

Arrêté n °2015006-0012

**signé par
le Secrétaire Général**

le 06 Janvier 2015

**Administration territoriale de la Dordogne
Préfecture
Direction des Moyens Interministériels**

Arrêté fixant la répartition des sièges au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la préfecture de la Dordogne.



PRÉFET DE LA DORDOGNE

Préfecture

Direction des moyens interministériels
Mission Formation, Action Sociale

2015006-0012

Arrêté fixant la répartition des sièges au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la préfecture de la Dordogne

Le Préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 24 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu le décret n°88-123 du 4 février 1988 modifié relatif à la création de comités d'hygiène et de sécurité des services de préfectures.

Vu le décret n°2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif au comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-297-0003 du 24 octobre 2014 portant création du comité d'hygiène , de sécurité et des conditions de travail de la préfecture de la Dordogne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-066 du 16 décembre 2014 fixant la composition du comité technique de proximité de la préfecture de la Dordogne

Vu les résultats des élections professionnelles du 4 décembre 2014 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1^{er} - A l'issue des résultats des élections professionnelles du 4 décembre 2014, la répartition des sièges au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la préfecture de la Dordogne est la suivante :

- a) représentants de l'administration :
- le préfet de la Dordogne, président ,
 - le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne

Adresse postale : Services de l'Etat Préfecture One administrative - 47421 - BRANCOLENE - DORDOGNE - FRANCE

- b) représentants du personnel désignés par les organisations syndicales :
5 sièges dont :
- UNSA -INTERIEUR-ATS : 2 sièges
 - FO : 3 sièges
- c) le médecin de prévention,
- d) l'inspecteur santé et sécurité au travail,
- e) les assistants de prévention.

Article 2 – Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le **6 JAN. 2015**

Le préfet,
Pour le Préfet et par déléation,
le Secrétaire Général

Jean-Marc BASSAGET



PREFECTURE DORDOGNE

Arrêté n ° 2015005-0009

signé par
AP - Le Directeur du Centre de détention de Neuvic

le 05 Janvier 2015

Administration territoriale de l'Aquitaine
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP)

Décision portant délégation de signature du
directeur du centre de détention de Neuvic



Etablissement : CD NEUVIC

Décision portant délégation

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-6-24, R57-7-5

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005

Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 6 août 2010 nommant Monsieur **Dominique LAURENT** en qualité de chef d'établissement du centre de détention de Neuvic

Article 1 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Fabien BOIVENT** – directeur Adjoint au chef d'établissement pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **jean marie BORDINARO** Chef de détention pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **TYSSANDIER jean francois** – lieutenant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à – Lieutenant adjoint au chef de détention pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 : Délégation permanente de signature et de compétence à **QUIROGA MICHEL**- Lieutenant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint. .

Article 6 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **VITI BLASINI philippe** – Lieutenant , adjoint au chef de détention pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 7 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Samuel LE PAGE** – Premier surveillant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 8 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Laurent LEVEQUE** – Major adjoint de responsable de bâtiment pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 9 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Laurent LE-RIGOLEUR** – Major - formateur , au même rang que l'adjoint de responsable de bâtiment , pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 10 :

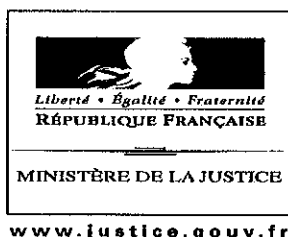
Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Christian RIMLINGER** , Major adjoint de responsable de bâtiment pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint. .

Article 11 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Franck WIERNASZ**, Premier Surveillant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint. .

Article 12 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **MALAVERGNE Pierre** – Premier surveillant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.



Article 13 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Christian GEYSSELY** – Premier surveillant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 14 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Christelle DELLUC** – Première surveillante pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 15 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Philippe GALLAND** – Major pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 16 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Claudine MARTIQUET** – Major pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 17 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Valérie LAGANA** – Première surveillante pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 18 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Franck LAGANA** – Premier surveillant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 19 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Patrick VENDRICK** – Premier surveillant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 20 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à – Lieutenant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 21 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **gregory DAPVRIL** – 1er surveillant adjoint de responsable de bâtiment pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 22 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **RENAULT guy** -1er surveillant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint

A Neuvic , le 5 janvier 2015

Le Chef d'établissement
Dominique LAURENT

Le Chef d'établissement
Donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5)
Aux personnes désignées et pour les décisions ci-dessous :

| Sources : code de procédure pénale | A d j o i n t au d i r e c t e u r | D i r e c t e u r A d j o i n t | C h e f de d é t e n t i o n a d j t au c h e f de d é t e n t i o n | | L i e u t e n a n t s C a p i t a i n e s O f f i c i e r s | | P r e m i e r s - s u r v e i l l a n t s M a j o r s | |
|---|--|---------------------------------|--|---|---|---|---|---|
| | | | X | X | X | X | X | X |
| Décisions administratives individuelles | Présidence et désignation des membres de la CPU | | | X | | | | |
| | Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule | D.90 | X | X | X | X | X | X |
| | Désignation des personnes détenues à placer ensemble en cellule | R. 57-6-24-1° | X | X | X | X | X | X |
| | Suspension de l'encellulement individuel d'une personne détenue | D.93 D.94 | X | X | X | X | X | X |
| | Affectation des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'UCSA | D. 370 | X | X | X | X | X | X |

| | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|---|
| Placement en cellule la nuit, à titre exceptionnel, d'une personne mineure avec une personne détenue de son âge soit pour motif médical, soit en raison de sa personnalité | R. 57-9-12 | | | | | | | |
| Autorisation, à titre exceptionnel, de la participation d'une personne mineure aux activités organisées dans l'établissement pénitentiaire avec des personnes majeures | R. 57-9-17 | | | | | | | |
| Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités | D. 446 | | | | | | | X |
| Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération | R57-6-18- annexe article 46 | | | | | | | X |
| Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes | R57-6-18- annexe article 34 | | | | | | | X |
| Opposition à la désignation d'un aidant | R. 57-8-6 | | | | | | | X |
| Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, d'objets et de vêtements laissés habituellement contre remise d'autres objets propres à assurer la sécurité ou contre une dotation de protection d'urgence | R57-6-18- annexe article 5 | | | | | | | X |
| Retrait, pour des motifs de sécurité, des objets et vêtements habituellement laissés en leur possession ainsi que des médicaments, matériels et appareillages médicaux ; | R57-6-24-2° | | | | | | | X |
| Interdiction pour une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | R57-6-18- annexe article 20 | | | | | | | X |
| Décision de procéder à la fouille des personnes détenues | R. 57-7-79 à R. 57-7-82 R57-6-24-3° | | | | | | | X |
| Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République | R. 57-7-82 | | | | | | | X |
| Décision d'employer des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue | R57-6-18- annexe article 7 | | | | | | | X |
| Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement | R57-6-24-4° | | | | | | | X |
| Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle | R.57-7-18 | | | | | | | X |
| Engagement des poursuites disciplinaires | R.57-7-15 | | | | | | | X |
| Présidence de la commission de discipline | R.57-7-6 | | | | | | | X |
| Désignation des membres assesseurs de la commission de discipline | R. 57-7-8 | | | | | | | X |
| Prononcé des sanctions disciplinaires | R.57-7-7 | | | | | | | X |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires | R. 57-7-54 à R. 57-7-59 | | | | | | | X |
| Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions | R.57-7-60 | | | | | | | X |
| Désignation d'un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R.57-7-25 ; R.57-7-64 | | | | | | | X |
| Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 57-7-62 | | | | | | | X |
| Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 57-7-62 | | | | | | | X |
| Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 57-7-64 | | | | | | | X |
| Proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-64 ; R. 57-7-70 | | | | | | | X |
| Rédaction du rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-67 ; R. 57-7-70 | | | | | | | X |
| Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence | R. 57-7-65 | | | | | | | X |
| Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure | R. 57-7-66 ; R. 57-7-70 | | | | | | | X |
| Levée de la mesure d'isolement | R. 57-7-72 ; R. 57-7-76 | | | | | | | X |
| Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir | D.122 | | | | | | | X |
| Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 330 | | | | | | | X |
| Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible | R57-6-18- annexe article 30 | | | | | | | X |
| Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | R57-6-18- annexe article 14x | | | | | | | X |
| Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un | R57-6-18- annexe article | | | | | | | X |

| | | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|--|---|--|--|--|--|---|---|
| permis permanent de visite et de manière exceptionnelle recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | 30 | | | | | | | | |
| Retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés | D. 332 | | X | | | | | X | |
| Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire | R57-6-18- annexe article 24 | | X | | | | | | |
| Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids | R57-6-18- annexe article 24 | | X | | | | | | |
| Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement | D. 388 | | X | | | | | | |
| Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé | R. 57-6-16 | | X | | | | | | |
| Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | D. 473 | | X | | | | | | |
| Autorisation de visiter l'établissement pénitentiaire | R. 57-6-24 ; D. 277 | | X | | | | | X | |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation | D. 389 | | X | | | | | | |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | D. 390 | | X | | | | | | |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | D. 390-1 | | X | | | | | | |
| Autorisation pour des ministres du culte extérieurs de célébrer des offices ou prêches | D. 439-4 | | X | | | | | | |
| Autorisation d'ornerie pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus | D. 446 | | X | | | | | | |
| Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5 | R. 57-6-5 | | X | | | | | | |
| Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel | R. 57-8-10 - R57-6-5- R57-8-11-D411 | | X | | | | | | |
| Décision que les visites auront lieu dans un endroit avec dispositif de séparation | R. 57-8-12- R57-7-46 | | X | | | | | | |
| Rétention de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 57-8-19 | | X | | | | | | |
| Autorisation- refus- suspension-retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées | R. 57-8-23 | | X | | | | | X | |
| Autorisation de recevoir des colis par dépôt à l'établissement pénitentiaire effectué par des personnes titulaires d'un permis de visite en dehors des visites, ou par voie postale pour les personnes détenues ne recevant pas de visite. | R57-6-18- annexe article 32 | | X | | | | | | |
| Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire effectué par des personnes titulaires d'un permis de visite en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles | R57-6-18- annexe article 19 | | X | | | | | | |
| Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues | R. 57-9-8 | | X | | | | | | |
| Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale | R57-6-18- annexe article 17 | | X | | | | | | |
| Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 436-3 | | X | | | | | | |
| Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues | R. 57-9-2 | | X | | | | | X | |
| Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations | D. 432-3 | | X | | | | | | |
| Déclassement ou suspension d'un emploi | D. 432-4 | | X | | | | | X | |
| Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur | D. 124 | | X | | | | | X | |
| Modification des horaires d'entrée et de sortie en cas de placement sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur et permission de sortir faisant suite à une autorisation accordée au CE par le JAP | 712-8, D. 147-30 | | X | | | | | | |
| Retrait, en cas d'urgence, de la mesure de surveillance électronique de fin de peine et réintégration du condamné | D. 147-30-47 | | X | | | | | | |
| Mise en œuvre des mesures de contrôle, pour des motifs de sécurité, des personnes accordant à l'établissement pénitentiaire. | R57-6-24-5° | | X | | | | | X | X |

Fait à neuvic , le 5 janvier 2015

Le chef d'établissement

LE DIRECTEUR
D. LAURENT